 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	<p style="text-align: center;"><b>Proposition de cadrage sur la structuration de la maîtrise d'ouvrage Gemapi pour le bassin Loire-Bretagne</b></p>	<p style="text-align: right;">Orléans, le 29 mars 2016</p>
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire		

La structuration des maîtrises d'ouvrage entre les EPCI pour l'exercice de la compétence Gemapi est encadrée

- pour ce qui concerne les EPAGE et les EPTB par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 et le décret 2015-1038 du 20 août 2015 qui précisent les critères auxquels ils doivent répondre (*voir en annexe ce cadrage national*) ; le préfet coordonnateur de bassin conduit la procédure de délimitation de leur périmètre ;

- pour les autres syndicats mixtes, qui constitueront l'essentiel des structures en charge de compétence Gemapi, les schémas départementaux de coopération intercommunale peuvent assurer la cohérence hydrographique des projets de regroupement des EPCI. Lors de la dernière révision des SDCI le sujet a été, selon les circonstances locales, plus ou moins développé selon les départements.

Cette structuration **progresses lentement** comme l'a constaté l'instruction du 21 octobre 2015, par laquelle le gouvernement a demandé à chaque préfet d'accompagner la mise en place de la compétence Gemapi

- en veillant
  - à la **pérennité des groupements** de collectivités qui exercent aujourd'hui efficacement les missions relevant de la GEMAPI,
  - à **conforter la solidarité territoriale** et favoriser l'émergence d'une **gestion intégrée de la ressource en eau**
  - à intervenir en priorité **sur les territoires à risque d'inondation important**
- et en s'appuyant sur les recommandations de la mission d'appui auprès du préfet coordonnateur de bassin.

Pour le bassin Loire-Bretagne, lors de sa prochaine réunion (2 mai 2016), comme évoqué lors de son installation en avril 2015, (<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/mission-d-appui-aux-collectivites-dans-le-bassin-a2139.html>), la mission d'appui pourra examiner des **éléments de « cadrage »**

## Préconisations de la Mission d'Appui Technique de Bassin pour la structuration de la maîtrise d'ouvrage Gemapi sur le bassin Loire Bretagne

0- Pour l'organisation de la compétence Gemapi, il est tenu compte des structures existantes ; les recommandations qui suivent visent une structuration à moyen terme qui, si cela permet de préserver la pérennité des structures exerçant déjà efficacement tout ou partie de la compétence, peut être atteinte par étapes. Le critère de solidité financière et technique des nouvelles structures mises en place pour exercer la compétence Gemapi doit être pris en compte.

1- Au regard de la pluralité des compétences exercées par les EPCI à fiscalité propre, leurs nouvelles délimitations, issues de la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale, ne couvrent pas nécessairement un bassin hydrographique ou un bassin de risque. Pour l'exercice de la compétence Gemapi ces EPCI peuvent se regrouper au sein de syndicats mixtes dont le périmètre pourra être choisi en tenant compte de critères physiques liés à l'objet de la compétence Gemapi. Aussi, lorsque le bassin versant ou le bassin de risque<sup>1</sup> n'est pas inclus dans le périmètre d'un seul EPCI, et lorsque les enjeux de gestion des milieux aquatiques, de prévention des inondations ou de bon état des eaux le justifient, il est recommandé aux EPCI, de se regrouper<sup>2</sup> en syndicat(s) mixte(s) pour l'exercice de la compétence Gemapi sur des périmètres cohérents avec ces enjeux. Les points 2 à 6 complètent cette approche sur certains territoires.

2- sur les TRI, au travers des SLGRI, l'unification des maîtrises d'ouvrage et de la gestion des ouvrages de protection (5 de l'article L 211-7 du CE) est recherchée pour une même zone protégée, conformément à la disposition 4-5 du PGRI

3- sur les territoires où l'enjeu d'inondation par les cours d'eau est important<sup>3</sup>, tout particulièrement pour les TRI concernés par un risque d'inondation fluviale\*, il est **recommandé** aux EPCI de se regrouper au sein d'un syndicat mixte assurant l'ensemble (1,2,5 et 8 de l'article L 211-7 du CE) de la compétence Gemapi et ce, à l'échelle du bassin de risque ; ce périmètre correspond le plus souvent à celui du TRI ou de la SLGRI; la définition du périmètre prend en compte le critère de solidarité amont-aval.

Dans le respect de ce qui précède, lorsque le territoire est à la confluence de plusieurs cours d'eau importants, un syndicat mixte par cours d'eau peut être envisagé si besoin.

Sur l'axe de la Loire moyenne, concerné par le transfert de gestion des digues domaniales aux collectivités d'ici 2024, conformément à la disposition 12E1 du Sdage, une réflexion particulière est organisée par le préfet coordonnateur de bassin.

4- sur les territoires où l'enjeu de submersion marine est important, tout particulièrement pour les TRI en risque de submersion marine\*, il est **recommandé** aux EPCI de se regrouper en syndicats mixtes exerçant au moins la défense contre les inondations et contre la mer (5° de l'article L211-7) sur un périmètre adapté au bassin de risque, étendu si besoin à la ou les cellules hydrosédimentaires<sup>4</sup>, et suffisant pour assurer sa capacité financière et technique (surtout lorsqu'il s'agit de gérer des digues)

5- sur les territoires de baie, de rade, de fleuve côtier ou d'estuaire, lorsque les problématiques

---

1 Bassin de risque : entité géographique homogène soumise à un même phénomène naturel. Il s'agit par exemple d'un bassin versant hydrologique, d'un tronçon homogène d'un cours d'eau, d'un versant présentant un ensemble de critères caractérisant son instabilité, d'un massif boisé bien délimité ou encore d'une zone de forte déclivité propice aux avalanches.

2 sauf lorsque le bassin versant ou le bassin de risque est complètement inclus dans le périmètre d'un seul EPCI (exemple des îles)

3 sauf pour les cours d'eau domaniaux

4Cellule ou unité hydrosédimentaire : « portion » de littoral qui a un fonctionnement sédimentaire relativement autonome par rapport aux «portions » voisines. Leurs limites spatiales, qui induisent une interruption ou une modification des transports sédimentaires peuvent être naturelles (caps majeurs, baies, fleuves...) ou anthropiques (jetées portuaires ...). Ces limites ne sont pas toujours totalement étanches d'un point de vue sédimentaire.

d'inondation fluviales et de submersions marines sont mêlées, il est **recommandé** aux EPCI de se regrouper à l'échelle de la baie, de la rade, du fleuve côtier ou de l'estuaire a minima, au sein d'un syndicat mixte exerçant toute la compétence Gemapi (1,2,5 et 8 de l'article L 211-7 du CE) ; le périmètre peut être adapté au bassin de risques.

**6-** sur les territoires où le risque de non atteinte des objectifs environnementaux au sens de la DCE est dû en bonne partie aux problèmes de morphologie et de continuité écologique, il est recommandé aux EPCI de se regrouper au sein d'un syndicat mixte exerçant les 1, 2 et 8 de l'article L211-7 du CE sur un périmètre comprenant la ou les masses d'eau concernées

**7-** pour la reconnaissance en EPAGE, la cohérence avec les périmètres des SAGE existants ou, en l'absence, avec les unités hydrographiques cohérentes, doit être recherchée (voir illustrations 1 et 2 en annexe)

**8-** en tant que de besoin, la structuration de la maîtrise d'ouvrage Gemapi s'établit dans un cadre élargi aux compétences « eau et assainissement », en particulier la gestion des eaux pluviales ; ceci contribue à une gestion intégrée de la ressource en eau

**9-** si la couverture du territoire par les EPTB existants est pérenne, conformément à la disposition 12E1 du Sdage, une réflexion sur la rationalisation des structures existantes doit néanmoins être engagée sur les fleuves côtiers bretons et leurs bassins versants; le préfet de la région Bretagne organise cette réflexion en relation avec le conseil régional

**10-** sur le Marais poitevin, une réflexion sur la structuration de la maîtrise d'ouvrage est conduite conformément à la disposition 12E1 du Sdage ; le préfet Aquitaine Limousin Poitou Charentes coordonne cette réflexion en s'appuyant sur le CGEDD

**11-** les EPTB existants peuvent s'étendre en particulier sur les territoires prioritaires pour accompagner la mise en place de Sage nécessaires(-> voir carte en annexe)

**12-** les EPTB, qu'ils portent ou non des SAGE, et les structures porteuses de SAGE notamment accompagnent en cas de besoin les collectivités dans l'émergence des maîtrises d'ouvrages Gemapi

*\* les territoires inscrits dans l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) constituent une liste indicative (cf illustration 5 en annexe)*

## Annexes

### 1- Le cadre national

#### 1.1 – Organisation de la compétence Gemapi

La compétence de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations » (GEMAPI) est composée des missions visées aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement (**aménagement de bassin hydrographique ou d'une fraction de bassin hydrographique, entretien de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau, défense contre les inondations et contre la mer et protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines**).

Ces missions ne sont pas limitées aux opérations intéressant la prévention des inondations. Cette compétence sera exercée par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui pourront déléguer cette compétence ou adhérer à des syndicats mixtes et, ce faisant, leur **transférer ces compétences, assurant ainsi la conception et la réalisation des aménagements à des échelles hydrographiquement cohérentes**. Ces syndicats mixtes peuvent en particulier être constitués en EPAGE ou en EPTB, syndicats mixtes organisés à l'échelle de bassins versants.

#### 1.2- Les EPAGE

→ Loi 2014-58 du 27 janvier 2014

- syndicat mixte **à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous-bassin hydrographique d'un grand fleuve**
- en vue d'**assurer**, à ce niveau, la prévention des inondations et des submersions ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux
- son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

#### 1.3- Les EPTB

→ Loi 2014-58 du 27 janvier 2014

- syndicat mixte créé **à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques**,
- en vue de **faciliter** la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée de la ressource en eau, ainsi que la préservation et la gestion des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.
- assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des EPAGE
- action inscrite dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

#### 1.4- Périmètres des EPAGE et EPTB

→ Décret 2015-1038 du 20 août 2015

- **cohérence hydrographique** du périmètre d'intervention, **d'un seul tenant et sans enclave**
- adéquation entre les missions de l'établissement public et son périmètre d'intervention

- nécessité de disposer de capacités techniques et financières en cohérence avec la conduite des actions de l'établissement
- **absence de superposition** entre deux périmètres d'intervention d'EPTB ou entre deux périmètres d'intervention d'EPAGE sauf pour la préservation d'une masse d'eau souterraine

#### 1.5- Périmètre des syndicats mixtes Gemapi

→ pas de cadrage

PROJET

## 2- Cartes

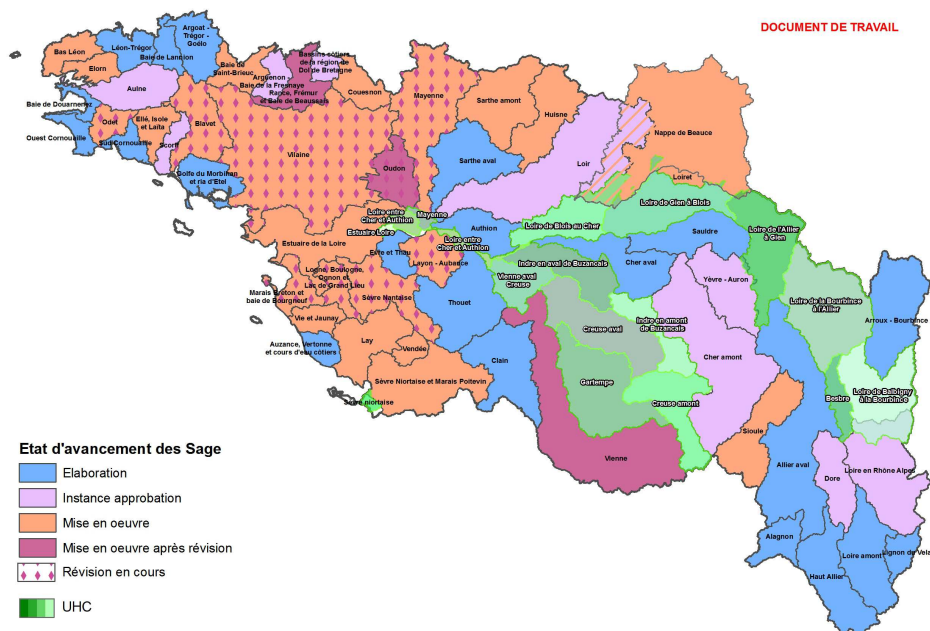


Illustration 1: SAGE existants et UHC

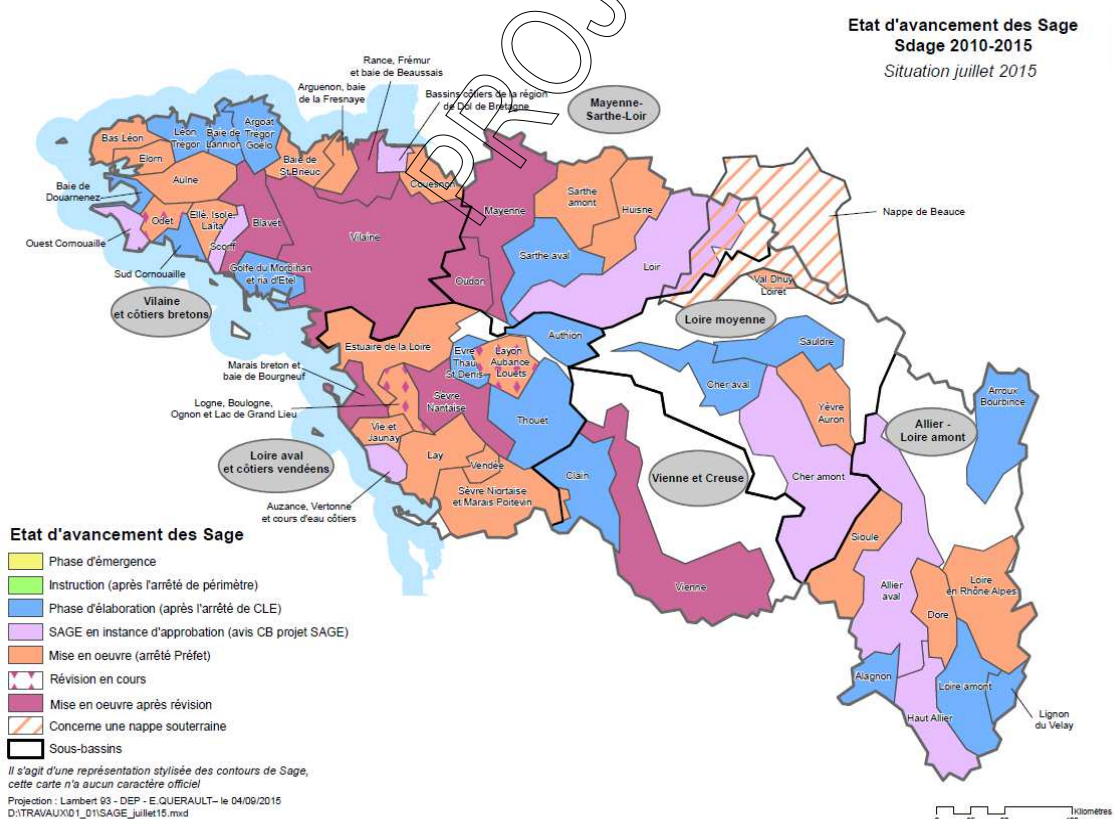


Illustration 2: Avancement des SAGE

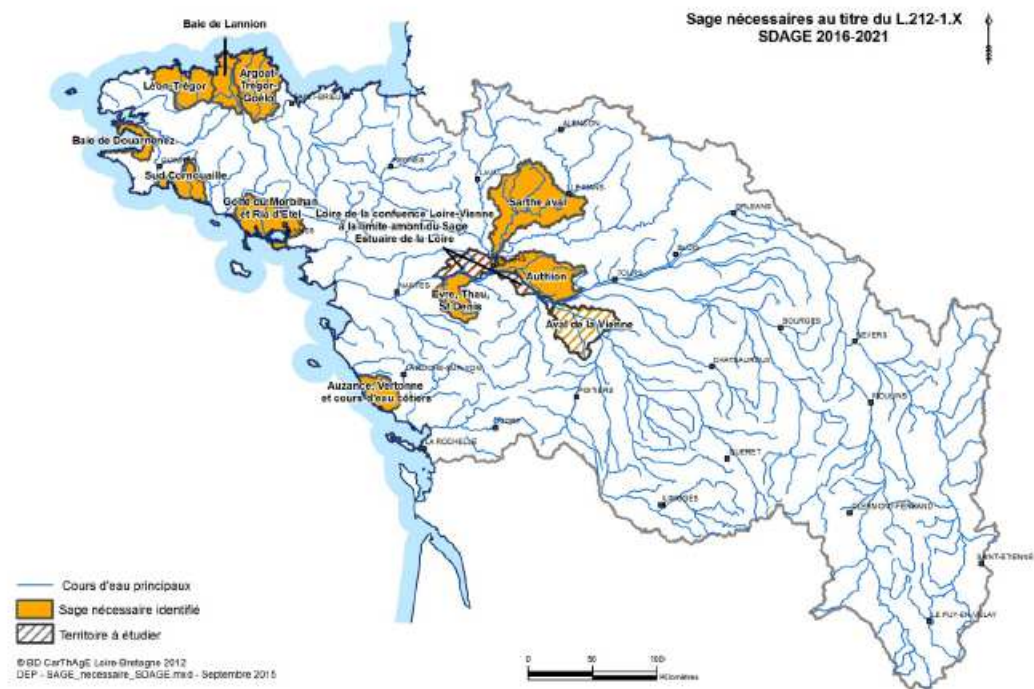


Illustration 3: SAGE nécessaires - disposition 12 A1 du SDAGE

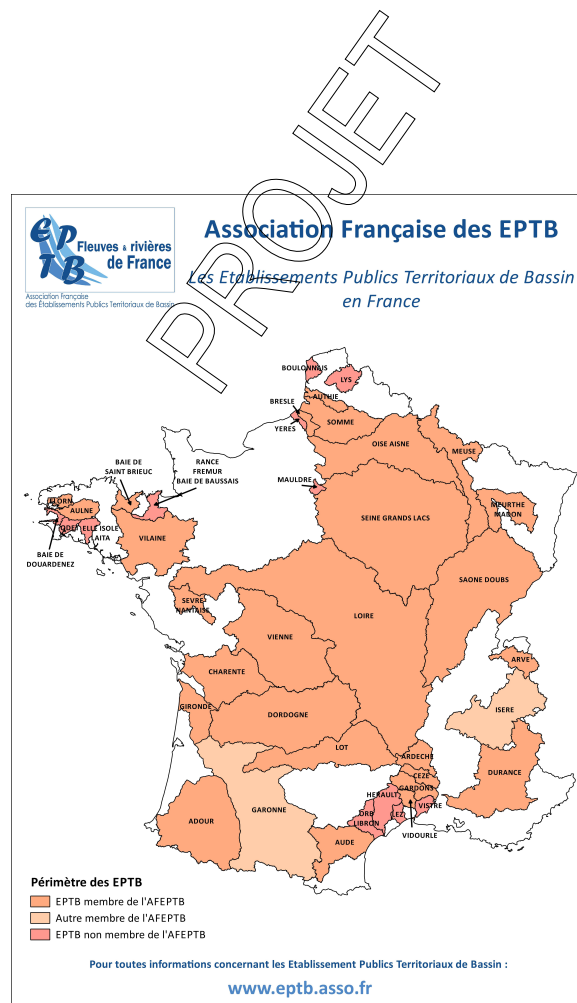


Illustration 4: Carte des EPTB existants

Illustration 5 – liste indicative de territoires sur lesquels existe un risque d'inondation important

Nom Unité Urbaine	POP CE	POP SM	POP CE+SM	Cinétique du phénomène	Historique
Tours	146 059	0	146 059		
Clermont-Ferrand	85 348	0	85 348		>= 5 décès
Saint-Etienne	79 419	0	79 419		>= 5 décès
Nantes	60 885	6 215	67 100		
Rennes	66 774	0	66 774		
Saint-Nazaire	16 381	44 396	60 777		
Orléans	58 170	0	58 170		
La Rochelle	24 521	26 942	51 463		>= 5 décès
Roanne	32 039	0	32 039		
Le Mans	24 923	0	24 923		
Châtellerault	24 428	0	24 428		
Angers	20 801	0	20 801		
Limoges	20 739	0	20 739		
Saint-Malo	1 259	18 709	19 968		
Moulins	19 922	0	19 922		
Vichy	18 112	0	18 112		
Saumur	17 500	0	17 500		
Quimper	12 111	4 650	16 761		
Les Sables-d'Olonne	3 634	13 122	16 756		
Montluçon	16 448	0	16 448		
Bourges	15 274	0	15 274		
Nevers	14 891	0	14 891		
Saint-Jean-de-Monts	3 305	11 477	14 781		
Poitiers	14 518	0	14 518		
Vendôme	12 067	0	12 067	lent	
Laval	11 857	0	11 857	lent	
La Flèche	11 340	0	11 340	lent	
Saint-Hilaire-de-Riez	1 459	9 748	11 206		
Saint-Just-Saint-Rambert	10 115	0	10 115		
Saint-Brevin-les-Pins	800	9 215	10 015		
Blois	9 973	0	9 973	lent	
Vannes	6 973	2 914	9 886	lent	
Saint-Joachim -	4 220	5 593	9 813	lent	
Le Puy-en-Velay	9 557	0	9 557		>= 5 décès
Penmarch	2 540	6 595	9 135		
Lorient	2 800	5 898	8 698		
Challans	3 579	4 868	8 447		
Digoin	8 193	0	8 193	lent	
Saint-Brieuc	6 016	1 615	7 631		
Sully-sur-Loire	7 508	0	7 508	lent	
Châteauroux	7 403	0	7 403		
Vierzon	7 150	0	7 150		
Niort	6 887	9	6 896		
Landerneau	3 595	3 172	6 767		
Jargeau	6 176	0	6 176		
Saint-Amand-Montrond	5 497	0	5 497		
Riom	5 215	0	5 215		>= 5 décès
L'Aiguillon-sur-Mer	1 827	3 291	5 118		>= 5 décès
Noirmoutier-en-l'Île	571	4 351	4 922		
La Chapelle-des-Marais	2 110	2 792	4 902		